

J'insiste sur la nécessité pour le gouvernement de continuer à signaler à nos amis du Sud les effets négatifs très graves des mesures qu'ils prennent pour régler leurs problèmes vis-à-vis des nations étrangères et qui ont, comme telles, un effet marqué sur le Canada. Au fait, elles ont un effet tout à fait contraire à ce qu'ils en attendaient. Nous allons sûrement suivre avec un vif intérêt ce que les États-Unis proposeront au sujet des surtaxes tarifaires ou douanières, et de tout ce qui a trait aux problèmes commerciaux des États-Unis et de l'Europe en particulier. Quant aux effets que ces mesures auront sur le Canada, nous ne pouvons qu'en dire qu'ils seront absolument désastreux.

Nous fondant sur ce qui s'est dit jusqu'ici, nous voudrions faire un examen plus approfondi de la déclaration du ministre. Dans le débat qui suivra, mes collègues parleront de certains autres aspects de ce qui s'est dit cet après-midi. Lorsque ces propositions seront déposées ou inscrites au *Feuilleton*, nous serons en bien meilleure posture pour commenter d'une façon plus détaillée ce qui s'est dit.

**M. Saltsman:** Monsieur le président, c'est avec plaisir que j'ai entendu le ministre dire dans sa déclaration d'aujourd'hui qu'il ouvrirait un débat sur l'état de l'économie. Il s'est montré des plus conciliants. Il a signalé que le débat qui se déroulera à la Chambre ne changera pas la situation. J'espère que nous aurons l'occasion, en discutant des points qu'il a soulevés, de nous attaquer à certaines des difficultés fondamentales auxquelles notre pays fait face sur le plan économique.

Depuis un an, l'économie canadienne a été en proie à des remous tels qu'il est devenu impossible de la contrôler. Selon le ministre, certains problèmes à cet égard sont de portée internationale et échappent donc à notre contrôle immédiat. Dans bien des discours, nous avons exhorté le ministre à exercer une autorité plus ferme sur l'économie, à la diriger, à l'orienter; nous avons demandé que certaines mesures soient prises à cette fin. Nous consentirions, avons-nous dit, à appuyer la mise en œuvre de mesures visant à consolider l'économie canadienne.

Dans son exposé le ministre a dit aujourd'hui qu'il allait établir un Bureau de revision. Nous ne savons au juste ce qu'il entend. Nous présumons, nous espérons qu'il créera cet organisme en se fondant sur les idées que nous exposons depuis des années concernant un Bureau de revision des prix. Jusqu'ici, il était enclin à dire qu'un bureau de ce genre

n'était pas nécessaire; nous sommes donc fort aise de voir qu'il songe au moins à la nécessité d'étudier la situation quant aux prix.

Un des fâcheux aspects de la déclaration du ministre, c'est qu'il n'a cessé de mettre l'accent sur la hausse des coûts de la main-d'œuvre au Canada et de la déplorer. Pourtant, il n'a rien trouvé à redire contre la faible productivité, qui découle de la gestion incroyablement mauvaise de notre industrie. C'est le patronat, bien plus que le salariat, qui est responsable de cette faible productivité. La main-d'œuvre n'organise pas une industrie, elle réagit simplement aux conditions qui y règnent.

● (4.10 p.m.)

On a démontré qu'en dépit d'investissements bien supérieurs, d'un bien plus fort quotient de capital par travailleur au Canada, nous avons un niveau de productivité bien inférieur. De nombreuses études expliquent pourquoi. C'est que le capital n'est pas employé de la façon la plus productive. Je crois que le ministre de l'industrie a commenté ce fait et que le ministre des Finances, comme d'autres membres du cabinet, se rend compte de la difficulté ainsi que du besoin de modifier la structure de l'industrie canadienne. Le comité Watkins insiste beaucoup là-dessus. Notre parti ne prétend pas qu'on ignore le problème, mais nous disons que les dispositions prises par les différents ministres ne sont pas à la hauteur des défis lancés à l'économie canadienne. Il serait lamentable de blâmer la main-d'œuvre pour la lente croissance de la productivité au Canada à un moment où il est bien évident qu'une grande partie du blâme devrait retomber sur l'économie à base de filiales qui s'est implantée au pays.

Nous avons réclamé l'élaboration d'une politique canadienne de l'investissement et l'établissement de priorités, car il est évident qu'on ne peut faire des dépenses dans tous les domaines. Un pays doit déterminer ce qui est important pour son progrès et veiller à ce que l'argent et les ressources soient affectés à cette fin. Il y a quelques semaines, j'ai prononcé un discours sur les placements au Canada. J'y signalais que les industries canadiennes répartissaient vraiment mal leurs ressources et qu'on avait rendu excessive notre capacité de production, en grande partie à cause de notre régime fiscal. C'est l'une des conclusions majeures de la commission Carter, qui a bien montré que notre régime fiscal